



L'ERE REAGAN: UNE CATASTROPHE POUR L'AMERIQUE CENTRALE

Dans une entrevue à *Barricada*, Bayardo Arce, membre de la Direction nationale du FSLN, a analysé la conjoncture au moment où Reagan cède le pouvoir à Bush.

CRISE NICARAGUAYENNE, CRISE LATINO-AMERICAINE

Le commandant de la révolution Victor Tirado a répondu aux questions de l'ANN sur ce thème épineux.

LA MARCHÉ DE L'OPPOSITION: UNE DEMONSTRATION DE FAIBLESSE

En mobilisant toutes ses forces dans le pays, l'opposition n'a réussi qu'à rassembler 9000 personnes qui ont défilé dans les rues de la capitale.

QUE PENSEZ-VOUS DES MESURES ECONOMIQUES ?

Une journaliste s'est promenade avec un micro dans les rues de Managua. Les passants se sont exprimés sur les mesures économiques.

OURAGAN: LA SOLIDARITE DOIT CONTINUER

Un nouvel appel du président du Comité national d'urgence à la solidarité internationale pour soutenir l'effort de reconstruction.

AMERIQUE CENTRALE: LA CRISE OBLIGE A NEGOCIER

Un marché commun apparaît comme le seul remède face au péril que courent les économies centraméricaines.

PANAMA: L'ENJEU DES ELECTIONS

Indépendance nationale ou tutelle des Etats-Unis: les Panaméens n'ont pas droit à l'erreur.

EN BREF :

- Assemblée des forces fondamentales de la révolution
- La solidarité suisse se renforce

40 P 11481

AUX GRANDS MAUX, LES GRANDS REMEDES :**L'ENJEU DES ABONNEMENTS**

L'ANN n'échappe pas aux effets de la profonde crise économique qui mine le pays et c'est dans des conditions bien difficiles qu'elle entre dans sa quatrième année d'existence en Europe. Selon les toutes dernières nouvelles, une coupe sombre budgétaire et de nouveaux licenciements menacent l'agence centrale à Managua. En ce mois de janvier, le gouvernement nicaraguayen a pris la décision de réduire de 50% le budget de l'Etat. Et puis, il y a eu ce coup fatal qu'a porté l'ouragan "Joan" en causant des dégâts évalués à 840 millions de dollars, soit 40% du PIB.

Aujourd'hui, il en va de la survie de l'Agencia Nueva Nicaragua. Et nous ne voyons aucun autre moyen de maintenir l'ANN-Europe que le relèvement des tarifs d'abonnement et la multiplication des efforts pour gagner de nouveaux lecteurs. N'oublions pas que l'ANN-Europe n'est pas une voie à sens unique, où les informations circulent du Sud vers le Nord. Et si la survie d'ANN-Europe est une chose, notre engagement envers ANN-Managua en est une autre.

L'ensemble de nos activités représente un projet global pour le Nicaragua, un projet contre la désinformation. Sans votre aide, nous n'avons aucune chance de survie. C'est pourquoi il faut voir les nouveaux tarifs et les nouveaux projets de soutien comme le moyen de consolider ce projet ANN, ce travail d'information, ô combien vital, dans nos pays. Ce serait irresponsable d'abandonner la partie après trois ans d'efforts à mettre en place cette structure qui garantit au mouvement de solidarité, aux groupes de soutien et aux sympathisants une informations en direct du Nicaragua.

Nous sommes optimistes pour l'avenir. Donnons-nous les moyens de réussir ! Augmentation des abonnements, appel à la solidarité et aux ONGs pour une plus grande participation aux divers projets ANN, collaboration renforcée avec les médias qui reçoivent notre information, écrite, radiophonique ou photographique, nouvelle campagne de publicité: autant de moyens à mettre en oeuvre pour garantir le maintien et le développement du projet "contre-information". La Voix du Nicaragua est sur la bonne voie ! Soutenons-la !

ANN - Europe

Nouveaux tarifs de nos abonnements :

- tarif particulier : Sfrs. 135.--/Ffrs. 450.--
- tarif groupe de solidarité : Sfrs. 250.--/Ffrs. 700.--
- tarif organe de presse : Sfrs. 350.--/Ffrs. 1'000.--

(UN PAIEMENT SEMESTRIEL EST POSSIBLE)

Pour un abonnement expirant avant le 1er mai, les nouveaux tarifs entreront en vigueur au moment du renouvellement de l'abonnement. Pour un abonnement valable au-delà, nous déduisons d'un tiers le nombre des bulletins à recevoir avant le renouvellement qui se trouvera ainsi ravancé de quelques numéros.

Une coupe, somme toute, moins sombre que celle opérée au Nicaragua !

L'ERE REAGAN : UNE CATASTROPHE POUR L'AMERIQUE CENTRALE

Managua, 20 janv. (ANN). Nous vous proposons des extraits d'une entrevue accordée par le commandant de la révolution et membre de la Direction nationale du FSLN, Bayardo Arce, à Maria Alicia Talavera que le quotidien *Barricada* a publiée le 20 janvier, jour où Ronald Reagan a passé le pouvoir à George Bush.

Barricada: Quelle est l'ambiance à la Direction nationale du Front sandiniste au moment où Reagan s'en va ?

Arce: Ces dernières semaines, nous avons été en session permanente, non pas parce que Reagan quitte le pouvoir, mais parce que nous devons prendre des décisions pour l'avenir du processus révolutionnaire. Nous allons fêter cette année le Xème anniversaire de l'accès au pouvoir du peuple nicaraguayen. Sur ces dix ans, nous avons dû affronter huit ans d'agression étatsunienne, et cela a eu évidemment des conséquences sur la vie économique et sociale et sur la dynamique de la politique intérieure. Selon les stratèges des Etats-Unis et les observateurs, il pourrait y avoir un changement dans la politique des Etats-Unis. C'est un facteur que nous devons prendre en compte. Mais le plus important, ce sont les effets de la guerre. A partir de ces éléments, nous devons redéfinir les façons de faire avancer le processus révolutionnaire.

Barricada: La Contra peut-elle continuer à être une force stratégique ?

Arce: (...) Nous pensons que la Contra n'a aucune chance de se remettre de sa défaite stratégique. C'est précisément cela qui ouvre la voie à un changement d'attitude de la part des Etats-Unis.

Barricada: Que peut-on attendre de Bush ?

Arce: Bush voudrait que son nom reste dans l'histoire, de façon ambitieuse puisque le slogan de sa campagne était "de George à George", pour établir un lien entre George Washington (premier président des Etats-Unis) et lui. Un homme qui a de telles aspirations ne peut apparemment pas commettre la bêtise de continuer à soutenir la Contra, qui n'a de futur ni militaire ni politique.

Barricada: Y-a-t-il des signes permettant de penser que les Etats-Unis pourraient négocier avec le Nicaragua ?

Arce: Les stratèges étatsuniens, comme Baker ou Kissinger - même si ce dernier n'est pas au gouvernement, ont fait à Bush des propositions que nous avons étudiées, par exemple celle du groupe de Santa Fé. Nous constatons que personne ne recommande avec conviction de continuer à appuyer le projet contre-révolutionnaire, dont l'échec a été démontré.

Nous devons attendre que l'Administration Bush définisse sa politique. Le discours de Baker devant le Congrès a été différent de celui que tenait l'Administration Reagan. Quand Baker parle des droits de l'homme, le Nicaragua n'est plus la seule "tâche", il évoque aussi le Salvador et les pays voisins. Quand il parle de combattre la subversion, ce n'est plus le Nicaragua qui subvertit les autres, mais il s'agit de supprimer la subversion dans tous les pays. Et tout le monde sait que nous avons été la cible de la subversion contre-révolutionnaire. Quand il parle de démocratie, ce n'est plus seulement au Nicaragua, mais une démocratie pour tous, avec les mêmes paramètres. Il est donc clair que de nouvelles nuances sont apparues. De là à conclure qu'une négociation entre le Nicaragua et les Etats-Unis va avoir lieu, je crois que ce serait prématuré.

Je pense qu'il serait imprudent de faire porter à Bush la responsabilité des erreurs, des crimes commis par l'Administration Reagan, même s'il était vice-président, car tout d'abord un vice-président n'a pas autant de pouvoir qu'un président et ensuite il ne fallait pas s'attendre à ce qu'il démissionne pour un désaccord. Nous ne pouvons pas davantage nous attendre à ce qu'il "révolutionne" radicalement cette ligne politique ni qu'il fasse un virage à 180 degrés. Je crois que le mieux est de continuer à faire ce que nous avons toujours fait, c'est-à-dire à être prudents, ce qui signifie ne pas baisser la garde, travailler au retour de la paix tout en étant prêts à toute éventualité.

Barricada: Le "Wall Street Journal" a dit un jour qu'il faudrait éliminer les Sandinistes afin que la paix puisse venir en Amérique centrale. Reagan s'en va, les Sandinistes sont toujours au pouvoir. La paix est-elle encore possible dans l'isthme ?

Arce: A mon avis, il faut renverser la formule: la paix n'est pas possible en Amérique centrale sans les Sandinistes au pouvoir. Les quelques chances de paix qui sont apparues, surtout à partir d'Esquipulas, ont surgi grâce à l'apport des Sandinistes, car si nous nous étions retranchés derrière des attitudes fermées comme les autres gouvernements de la région, la situation serait réellement plus explosive.

Je pense que l'échec de Reagan, plus que de ne pas avoir pu renverser le gouvernement nicaraguayen, c'est d'avoir laissé l'Amérique centrale dans une situation bien pire qu'avant son arrivée au pouvoir. Il a semé une bactérie et ça a fait du yaourt. Il laisse une région prête pour une révolution. Malgré les millions investis au Salvador, il n'a pas pu arrêter la guerre, il y a davantage de chômage qu'en 1981, le revenu par habitant est plus bas, le PIB a chuté, il y a davantage de militarisme, davantage de réfugiés. C'est-à-dire que les conditions pour une révolution sont réunies et l'avant-garde est consolidée. C'est pareil au Guatemala, c'est pourquoi la guérilla guatémaltèque n'a pas disparu, malgré la bouffée d'oxygène qu'a représenté l'ouverture démocratique de Vinicio Cerezo. Reagan laisse l'Amérique centrale dans des conditions telles qu'elle peut sauter comme un baril de poudre. C'est pourquoi on peut penser que Bush, l'autre George qui veut marcher sur les traces du premier, va agir intelligemment.

CRISE NICARAGUAYENNE, CRISE LATINO-AMERICAINE

par Sergio Ferrari

Managua, 18 jan (ANN). La situation difficile que traverse le Nicaragua se situe dans le cadre de la crise complexe qui secoue le continent latino-américain, crise "forte et profonde" selon le commandant de la révolution Victor Tirado. Mexicain de naissance et Nicaraguayen par sa participation à la lutte, Victor Tirado est aujourd'hui chargé de suivre les organisations syndicales d'inspiration sandiniste. Il a répondu aux questions de l'ANN.

ANN: On parle sans arrêt de la crise nicaraguayenne. L'opposition dit qu'elle est due à une mauvaise gestion des Sandinistes. Le FSLN dit qu'elle provient de la guerre. Quelle est la dimension du problème actuel ? y a-t-il des solutions ?

Tirado : Nous vivons un moment qui est parmi les plus durs depuis dix ans. Les travailleurs, en plus de produire, ont dû s'intégrer à la défense. La classe ouvrière a des qualités très importantes, mais la crise est forte. Je ne peux pas dire que la situation soit pire qu'il y a cinq ans ni meilleure qu'il y a deux. La crise est la crise, avec la caractéristique que nous ne pouvons pas la mesurer dans les mêmes termes qu'on évalue la crise argentine, ou la crise péruvienne ou celle de n'importe quel autre pays du continent.

De la même façon que nous avons réussi à élaborer une stratégie militaire, une stratégie diplomatique, maintenant nous devons concevoir une stratégie pour la production. Nous devons exercer un contrôle jour après jour, entreprise par entreprise, syndicat par syndicat, pour attaquer de front l'inflation et développer la production.

ANN : Ainsi donc, le FSLN pense résoudre la crise par la production ?

Tirado: Nous n'allons pas résoudre la crise économique. Ce que nous prétendons, c'est produire à des niveaux acceptables et possibles. L'an dernier, les accords de Sapoá, qui ont été suivis d'un cessez-le-feu, ont entraîné une certaine détente, et l'amélioration de la production agro-pastorale a été notable. Malheureusement, l'ouragan est venu tout remettre en cause. L'unité d'action peut nous aider à affronter la situation.

Il n'y a pas que les ministres qui puissent élaborer une politique économique et financière. Nous devons aller au fond des choses et voir ce que pensent les travailleurs. De là l'importance, par exemple, de l'assemblée des forces fondamentales de la révolution qui a lieu le 15 janvier.

ANN: Souvent, la détérioration économique entraîne une érosion politique pour le parti au gouvernement. Les Nicaraguayens ont-ils perdu confiance dans les dirigeants sandinistes ?

Tirado: Jusqu'à présent, le peuple a démontré qu'il avait fait sien le processus révolutionnaire. C'est la garantie de la consolidation du projet. Le paysan, l'ouvrier, le travailleur s'identifient à la révolution et voient bien les conséquences de vivre une crise permanente pendant dix ans. Ici, on doit dégager des solutions à court terme, même au milieu de la guerre.

Nous nous sommes toujours préoccupés de l'économie, mais il faut désormais assumer cette tâche avec plus de force, avec plus de discipline. Et ce n'est pas seulement le travail des ouvriers, mais aussi celui de toutes les institutions et des entreprises, y compris les entreprises privées qui sont avec la révolution.

Cependant, nous n'allons pas nous boucher les yeux. Des gens font des critiques et cela est tout à fait juste de criti-

quer, de dénoncer une institution, ou de trouver à redire à propos du système de crédit ou de la politique fiscale. Cela ne signifie pas que l'on soit du côté des anti-sandinistes, surtout que les gens savent que l'anti-sandinisme ne conduit à rien. Nous devons trouver des réponses dans les conditions qui sont les nôtres.

ANN: Si l'on examine la situation de tous les pays latino-américains, on se rend compte que la majorité est enfoncée dans une situation économique difficile, et que le Nicaragua n'est pas une exception. Comment jugez-vous la situation du continent ?

Tirado: Certains pays du continent vivent des situations pires que la nôtre. La crise de l'énergie que traverse actuellement l'Argentine en fournit un bel exemple. Dans ce pays, le courant est coupé plusieurs heures par jour et personne ne fait de commentaires à l'étranger. Quand il est coupé deux heures au Nicaragua, tout le monde en parle. On dit que les gens perdent confiance, que la révolution est terminée, que les Sandinistes ne savent pas gérer le pays, qu'ils sont inefficaces. Je parle de l'Argentine, mais je pourrais aussi bien évoquer le Pérou, la Colombie, ou n'importe quel autre pays d'Amérique latine.

ANN: Pensez-vous que la crise doit se résoudre au niveau continental ?

Tirado: Nous devrions choisir deux ou trois objectifs communs, parce que nous ne pouvons pas tout régler. La dette, dont on parle beaucoup, pourrait être un de ces objectifs, de même que le prix des matières premières. Je pense que certaines bases matérielles, économiques, sont déjà en place pour affronter les problèmes qui dépassent le cadre national. Cependant, je crois que pour donner un traitement commun aux difficultés que nous avons, il y a encore du chemin à parcourir. La crise de l'Amérique latine est forte et profonde. Indépendamment de la question de la dette, c'est aussi une crise de l'infrastructure économique. Prenons l'exemple des services. Le téléphone, l'eau, l'électricité, les transports ont été laissés à l'abandon dans le passé. A Caracas, on vient de restreindre la consommation d'eau pour une semaine. En République dominicaine, il y a aussi régulièrement des problèmes d'eau, d'électricité.

C'est la même chose partout. Si on nous disait aujourd'hui que l'on nous tient quittés de la dette, nous ne pourrions pas de toute façon vendre nos marchandises, être compétitifs, pour avancer sur la voie du développement économique. L'infrastructure de nos pays est très en retard et c'est l'un de nos drames.

MARCHE DE L'OPPOSITION: UNE DEMONSTRATION DE FAIBLESSE

par Sonia Gonzalez et Jorge Sampson

Managua, 18 janv. (ANN). Pour l'opposition, la marche du 15 janvier dernier était une manière de compter ses rangs: quelque 9000 personnes ont défilé dans les rues de Managua, donnant ainsi une image assez juste et pathétique de la force réelle de l'opposition d'aujourd'hui.

25 organisations politiques, de travailleurs et d'entreprises, ont appelé d'une manière très large la population à manifester.

Même la droite a dû reconnaître que le gouvernement n'a rien fait pour empêcher la marche, si ce n'est, d'après le dirigeant de l'opposition, une "base manoeuvre": un important match de base-ball s'est déroulé pratiquement à la même heure (!), lequel, il est vrai, a rassemblé le double de participants... Mais trêve d'excuses. Au delà des anecdotes, les forces de l'opposition, regroupées au sein du congrès permanent des travailleurs (CPT), de la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN) et du Groupe des 14, doivent considérer le résultat de leur marche comme un échec, avec cependant des aspects qu'il est intéressant d'analyser.

Que recouvre l'unité apparente des forces politiques qui ont appelé à la marche? En fait, les idéologies les plus diverses, qui vont des communistes aux conservateurs, en passant par les socio-chrétiens et les libéraux. Malgré les discussions, en pleine marche, pour savoir qui devait prendre la parole, c'est la première fois qu'un aussi large éventail de formations coordonne une action de ce type, et ce n'est pas un hasard. En 1990, la population élira un nouveau président pour six ans, et il faut commencer à constituer les blocs qui s'affronteront dans le tournoi électoral.

Le rôle unificateur de Violeta Chamorro dans la marche n'est guère surprenant non plus. Veuve du journaliste Pedro Joaquín Chamorro, opposant assassiné par les Somozistes il y a onze ans, elle est la mieux placée comme candidate de l'opposition à la présidence. Son activité politique n'est en rien remarquable, mais elle multiplie les contacts avec l'étranger, et, de plus elle est connue pour avoir été la compagne de l'un des opposants les plus tenaces de Somoza, bien qu'il ait toujours milité dans les rangs d'un secteur politique traditionnel.

Le radicalisme des discours prononcés par les orateurs pendant la marche était d'autant plus virulent que leur représentation est faible. Continuant sur le ton de l'Administration Reagan des huit dernières années, leur proposition de base pour l'avenir du pays passe par l'abandon sans condition du pouvoir par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN).

La révolution sandiniste est aujourd'hui une réalité indiscutable au Nicaragua, et il semble que les partis d'opposition se refusent à l'admettre. Déjà, pendant la période où la Contra exerçait le plus de pression sur le plan militaire, et où le discours des Etats-Unis était le plus belliciste, l'échec de la révolution semblait lointain, mais maintenant, après la défaite militaire de la Contra, une telle exigence est ridicule, voire pathétique.

Par ailleurs, la division est flagrante dans les rangs de l'opposition. Les médias nationaux ayant annoncé, quelques jours avant la marche, que l'ambassade des Etats-Unis avait versé 25'000 dollars pour la financer. Les porte-parole de plusieurs organisations participantes ont exigé que soit éclaircie la provenance des fonds, en alléguant que ceux-ci n'avaient pas été distribués à leur formation.

La preuve a été faite que le FSLN peut, sans difficultés, mobiliser une plus grande quantité de personnes, dans une seule région du pays. Des déclarations comme celle de Virgilio Godoy, président du Parti libéral indépendant (PLI), de droite, selon lequel "plus que le nombre de personnes mobilisées, le succès de la marche c'est que nous sommes parvenus à rompre le mythe d'une opposition fragmentée, atomisée et divisée", ne peuvent dissimuler le fait que ce sont le gouvernement du Nicaragua et son parti qui sont sortis vainqueurs de cette démonstration de force, sans même avoir eu à faire un seul geste.

Cette activité a donné le ton de ce que seront dorénavant les agissements de l'opposition, surtout dans la perspective électorale. Malgré leur diversité d'intérêts, les groupes d'opposition se sont rendus compte que l'unité d'action est leur seule chance face à l'important appui populaire dont jouit la révolution. Ce qu'il y a de plus grave dans cette situation est le fait qu'après dix ans de processus révolutionnaire, l'opposition n'ait pas été capable de structurer un projet politique qui puisse être une alternative à celui du FSLN. Sa composition politique est si diverse, son unité naissante si fragile, que même à moyen terme, il semble peu probable qu'elle en élabore un.

La principale force opposée à la révolution, la hiérarchie catholique ne semble pas non plus très convaincue par l'avenir de ces actions communes. Malgré son influence sur les masses, l'Eglise, dimanche dernier, a limité sa participation à une messe dite par le porteparole de l'archevêché, Mrg. Bismarck Carballo, au début de la marche. Mais elle n'a pas déployé toutes ses forces dans l'attente de perspectives plus claires. Le sandinisme sort victorieux de cette confrontation, mais les forces qui soutiennent la révolution doivent en tirer la leçon: l'opposition, même désarticulée, est capable d'unité conjoncturelle.

Pour l'instant, incapables de proposer un projet, incapables de mobiliser, divisés et placés sous la tutelle de l'ambassade des Etats-Unis, les partis d'opposition n'ont

pas un avenir très clair, ce qui ne les a pas empêchés de manifester leur contentement après la marche. La révolution demeure la seule alternative pour le peuple du Nicaragua, et c'est cela que la droite a démontré, une fois de plus, dans les rues de Managua.

UE PENSEZ-VOUS DES MESURES ECONOMIQUES ?

par Vilma Gutierrez

Managua, 19 janv., (ANN). "Avant, je faisais attention pour pouvoir acheter des vêtements et des chaussures avec mon salaire, maintenant, la situation est plus dure et je fais attention pour pouvoir donner à manger à ma famille". C'est ainsi que Gabriel Rojas, ouvrier d'une entreprise textile de la capitale illustre les difficultés économiques que rencontre son secteur.

Les mesures économiques appliquées par le gouvernement pour éviter que les prix montent ont été très fortes, mais les plus touchés, c'est nous, les travailleurs, parce que les salaires ne rattrapent pas l'inflation. Pourtant, on sait bien que sans ces décisions la hausse des prix serait pire", ajoute G. Rojas, dont le salaire est de 60'000 cordobas (30 dollars au change officiel).

Les salariés de l'Etat sont les plus affectés par les mesures économiques car, appartenant au secteur des services et non à celui de la production, ils ont les salaires les plus bas. "Au moins, on reçoit tous les mois le "paquet afa" (note 1), qui représente une aide très importante" explique une secrétaire du ministère des finances. La grande majorité des travailleurs de l'Etat estime que le "paquet afa", qui comporte 5 kg de riz, 5 kg de haricots et 2,5 kg de sucre et qui est distribué par l'Etat à des prix symboliques, est devenue une aide incomparable pour les salariés, puisque ses produits sont la base de l'alimentation et coûteraient beaucoup plus cher dans le commerce.

"C'est vrai qu'avant on avait déjà des problèmes économiques, mais maintenant, avec l'embargo des Etats-Unis et la guerre, c'est bien pire. Je crois que sans ces deux choses, nous, au Nicaragua, nous arriverions à nous développer et à atteindre un niveau de vie qui nous permette de nous nourrir et de nous habiller correctement" commente un chauffeur de taxi arrêté au feu rouge.

Beaucoup de travailleurs estiment que leurs salaires sont avant tout symboliques, car ils ne permettent pas d'entretenir leur famille. C'est pourquoi ils "se débrouillent" pour arrondir leur fin de mois, en faisant des heures supplémentaires dans une autre entreprise ou du travail à domicile. Les Nicaraguayens sont ingénieux et arrivent souvent à résoudre des situations apparemment sans solution. "Nous nous sommes organisées entre voisines et nous allons acheter au marché de gros, où on ne vend

qu'en grande quantité. Nous payons les fruits et les légumes moins cher. Ensuite, nous nous les partageons" raconte une ménagère de Altagracia, quartier parmi les plus populaires de Managua.

Après l'annonce, au début du mois, d'une hausse importante du prix des transports, beaucoup d'usagers se sont rabattus sur le vélo. D'autres se sont arrangés avec un voisin ou un collègue qui possède une voiture. Les difficultés ont rapproché les gens qui s'entraident pour y faire face.

C'est ainsi que, le gouvernement étant dans l'impossibilité d'apporter des améliorations dans les quartiers, certains ont décidé de construire eux-mêmes leur école ou leur centre de santé. Dans un secteur de Managua appelé Santa Rosa, le personnel du centre de santé s'est trouvé dans une situation difficile quand le ministère de la santé, du fait des restrictions de budget, a cessé d'assurer le repas de midi. "Tous les gens du quartier se sont mis d'accord pour apporter un repas aux travailleurs du centre, car après tout ce sont eux qui veillent sur notre santé et celle de nos enfants" commente une habitante. Cette initiative a fait tâche d'huile et ce sont maintenant 30 quartiers qui font de même, garantissant ainsi la présence des médecins et des infirmières et le fonctionnement des centres, où la médecine est gratuite.

Pour un ouvrier agricole d'une coopérative, les mesures prises par le gouvernement sont dures. "Mais nous devons tous nous serrer la ceinture pour aider la révolution à sortir de la crise". Juana, marchande du Marché oriental, explique qu'avant sa famille mangeait de la viande quatre fois par semaine. "Maintenant nous n'en mangeons qu'une fois. Le reste du temps, nous mangeons des légumes.

Le lait de première qualité coûte 2'000 cordobas (1 dollar au change officiel), mais nous achetons les autres qualités qui sont meilleur marché" (note 2). Juan Arroliga, dirigeant syndical, souligne: "Il est vrai que les mesures économiques ont été draconiennes, mais dans leur grande majorité, les travailleurs les soutiennent car ils ont conscience de ce qui se passe ici. Ils comprennent qu'en élevant la production, on contribue à reconstruire l'économie. C'est pourquoi nous avons élaboré une série de propositions pour résoudre les problèmes de la production. Nous les avons soumis au président Ortega lors de l'assemblée des forces fondamentales de la révolution qui a eu lieu le 15 (voir "En bref"), afin que le gouvernement les étudie. La situation dans laquelle se trouve le pays concerne tout le monde, et ce sera nous tous, les forces fondamentales de la révolution, les travailleurs, les femmes, les jeunes, qui, ensemble, trouverons les solutions".

Note 1: le sigle "afa" signifie "arroz, frijoles, azucar" (riz, haricots, sucre). A signaler que les entreprises d'Etat qui appartiennent au secteur productif offrent davantage de produits (huile, savon, patés alimentaires, céréales, etc...).

Noté 2: les Nicaraguayens ont découvert depuis peu les trois qualités de lait que connaît l'Europe: le lait entier (3 g de matières grasses), le lait demi-écrémé (1 g) et le lait écrémé (0,5 g).

OURAGAN: LA SOLIDARITE DOIT CONTINUER

par Sergio Ferrari

Managua, 19 janv. (ANN). "L'opinion publique n'a pas oublié la catastrophe qui nous a frappés, mais il est bon de la lui rappeler pour développer la solidarité" explique Reynaldo Tefel, ministre de la sécurité sociale et du bien être et président du comité national d'urgence.

Trois mois après le cyclone, R. Tefel a signalé au cours d'une entrevue exclusive accordée à l'ANN, que "bien que la solidarité internationale se maintienne, elle est insuffisante au regard de l'ampleur du désastre". La Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), de l'ONU, a évalué à 840 millions de dollars le montant des pertes économiques directes - environ l'équivalent de la recette des exportations pendant cinq ans - chiffre qui dépasse les estimations du gouvernement.

Outre les récentes donations reçues dans la deuxième semaine de janvier (le contenu d'un avion tchécoslovaque, celui d'un bateau français arrivé à Bluefields et celui d'un bateau soviétique), le Comité national d'urgence a recensé 6'700 tonnes de secours provenant de la solidarité internationale. "80 % de cette aide est déjà parvenue dans les régions touchées et a été distribuée à 200'000 personnes. Nous enverrons le reste progressivement, compte tenu des possibilités limitées de stockage à l'intérieur du pays. 99 % de ce qui est entré au Nicaragua est passé par notre comité", a précisé le ministre.

Bien qu'il soit difficile d'évaluer avec précision le nombre de Nicaraguayens que l'on peut encore qualifier de sinistrés, un calcul simple de ceux qui sont restés privés de maison peut être une indication: 30'000 habitations ont été détruites et l'on compte une moyenne de huit personnes par maison, ce qui donne environ 240'000 sinistrés. "Bien sûr, il y a des gens qui ont reconstruit leur maison avec des morceaux récupérés, ne serait-ce que sur une surface égale au quart de cette salle" indique R. Tefel en montrant son bureau d'environ quatre mètres sur cinq. "On peut dire que le peuple nicaraguayen dans son ensemble est sinistré, car la dernière récolte est perdue et la prochaine se fera seulement en août ou septembre".

L'AIDE INTERNATIONALE EST VENUE DE DIVERSES REGIONS DU MONDE.

"Une bonne partie est venue d'Amérique latine, spécialement de Cuba, mais également d'Europe, tant des pays socialistes que des pays capitalistes. En ce qui concerne les organismes non gouvernementaux, l'assistance la plus importante est sans aucun doute venue d'Europe de l'ouest".

Après l'ouragan et malgré la guerre, souffle un vent de reconstruction. Bluefields et El Rama ne ressemblent en rien aujourd'hui au paysage de boue et de désolation qu'ils offraient le 22 octobre au matin. Mais ces épreuves marquent aussi les limites économiques au pays qui, exténué, cherche des solutions à court et moyen terme. "Nous lançons un S.O.S. à la solidarité internationale pour soutenir davantage encore nos projets sociaux, pour nous permettre de maintenir le fonctionnement de nos centres d'enfants, de nos foyers pour personnes âgées et pour handicapés. Sans cette aide, de fortes coupes dans notre budget social pourraient nous contraindre à abandonner ces actions" a conclu le ministre.

AMERIQUE CENTRALE : LA CRISE OBLIGE A NEGOCIER

par Ricardo Pino Robles

Managua, janvier (ANN). Alors qu'au début du mois de décembre dernier, le président du Nicaragua Daniel Ortega se trouvait au Mexique à l'occasion de l'investiture de Carlos Salinas, un journaliste étranger lui a posé la question suivante: "Qu'est-ce qui pousse les présidents centraméricains à négocier une solution pacifique au conflit ?" Daniel Ortega a alors répondu: "Le fait de prendre conscience de la profondeur de la crise".

Pour qui ne suit pas de très près l'évolution économique des cinq pays de la région et méconnaît leur réalité sociale, cette réponse ne dira probablement pas grand-chose. Mais si l'on jette un coup d'oeil sur le document intitulé "Bilan préliminaire de l'économie latino-américaine, 1988", de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), des Nations Unies, et si l'on analyse les chiffres relatifs à l'économie centraméricaine, le panorama est tout simplement désolant.

On peut choisir, dans l'enchevêtrement des chiffres, l'un des indicateurs les plus révélateurs: la variation accumulée du produit interne brut (PIB) par habitant, entre 1981 et 1988. L'on peut en effet constater que le PIB a chuté dans tous les pays, avec des pourcentages qui oscillent entre 8 et 27 %.

Selon la CEPAL, au cours de la période mentionnée, le PIB par habitant a baissé de 8,7 % au Costa Rica, de

15,2 % au Salvador, de 19,5 % au Guatemala, de 14,1 % au Honduras et de 27,4 % au Nicaragua. Quant au Panama, pour compléter le tableau, le PIB y a baissé de 24 %.

Deux autres indicateurs de la crise que traverse la région, et qui se traduisent par de graves déséquilibres internes et externes, sont ceux qui ont trait à l'indice des prix à la consommation et au bilan commercial des biens et services.

D'après les données de la CEPAL, la hausse de l'IPC correspondant à l'année dernière (il s'agit toujours de chiffres préliminaires) a représenté 23,2 % au Costa Rica, 18 % au Salvador, 13,4 % au Guatemala, 6,6 % au Honduras et plus de 7'007 % au Nicaragua. Cependant, à propos de ce dernier pays les chiffres officiels rendus publics par le président Ortega indiquent que l'inflation accumulée a dépassé l'an dernier 20'700 %. Le Panama n'a enregistré que 0,2 % (la période évaluée va de septembre 1987 à septembre 1988).

Dans le bilan commercial des biens et services, tous les pays ont eu des résultats négatifs, excepté le Honduras qui a enregistré un solde favorable de 50 millions de dollars. Le déficit commercial a été de 55 millions de dollars pour le Costa Rica, de 345 millions pour le Salvador, de 370 millions pour le Guatemala, de 680 pour le Nicaragua et de 320 pour le Panama. En somme, les pays de l'isthme centraméricain y (compris le Panama) enregistrent une grave chute du produit interne brut par habitant, un important déficit commercial et une inflation élevée, dans un contexte où la dette extérieure ne cesse de s'accroître, exception faite du Salvador qui a réussi à la réduire de 1,4 % l'année dernière.

Le montant de la dette globale pour les cinq pays centraméricains a atteint 18,7 milliards de dollars en 1988. Si l'on ajoute le Panama, ce chiffre s'élève à 22,89 milliards de dollars, c'est-à-dire qu'il équivaut à cinq fois l'aide de 4,3 milliards de dollars approuvée par les Nations Unies le 12 mai dernier, dans le cadre du plan spécial de coopération économique pour l'Amérique centrale. Ce plan de coopération régionale est destiné à financer des programmes de développement économique et social, des actions pour la relance du marché commun centraméricain et des programmes d'urgence et d'assistance pour le paiement de la dette (60 % du total). Des experts en économie font observer que s'il est vrai que les 4,3 milliards de l'ONU représentent un réel soulagement, ils restent cependant insuffisants pour résoudre les graves problèmes économiques provoqués par la crise et les destructions de la guerre, qui affecte directement au moins trois pays: le Salvador, le Guatemala et le Nicaragua.

Compte tenu des tendances générales de l'économie mondiale, la crise centraméricaine ne peut que s'aggraver. En effet, l'ordre économique régnant actuellement est devenu la cause de l'étranglement lent mais sévère de

l'ensemble des économies latino-américaines, depuis que la crise de l'endettement extérieur a éclaté au début des années 80. Dans le cadre général de la détérioration continue des termes de l'échange pour les matières premières latino-américaines, qui selon la CEPAL sont les plus bas depuis 1932, et de la réduction draconienne des flux financiers, justement à cause du problème de la dette extérieure, il semble peu probable que l'Amérique centrale soit considérée comme une exception par les grands centres financiers internationaux, même si elle donne les garanties d'une paix durable dans la région.

Il semble également peu vraisemblable que soit écoutée maintenant la juste demande des Centraméricains de recevoir un traitement préférentiel dans le commerce avec les grandes nations industrialisées à économie de marché qui contrôlent une grande partie du commerce mondial. L'alternative la plus viable, d'après plusieurs analystes, serait de lutter en premier lieu pour relancer l'économie sous-régionale à partir d'un marché commun centraméricain, et ensuite de rechercher l'intégration de l'ensemble des économies latinoaméricains, processus que de nombreux gouvernements en Amérique latine s'efforcent d'approfondir et d'accélérer.

Cependant, les mêmes analystes pensent que demeure une question apparemment sans réponse: est-il possible de progresser dans la recherche de solutions avant que les effets dévastateurs de la crise n'en finissent avec nos économies et ne désintègrent nos sociétés ?

PANAMA: L'ENJEU DES ELECTIONS

par Pablo H. Hurtado

Panama, 13 janv. (ANN). A l'approche des élections présidentielles du 7 mai, la communauté internationale est attentive aux signaux émis depuis le Panama. Mais elle semble avoir oublié la question fondamentale : les élections résoudre-t-elles les problèmes du peuple panaméen et déboucheront-elles sur une entente avec les Etats-Unis, ou simplement sur cinq années de difficultés supplémentaires ?

Le paysage politique et économique de ce petit pays (avec ses deux millions d'habitants, c'est le moins peuplé des nations de langue espagnole dans le monde) est très instable. En l'analysant à gros traits, deux blocs se détachent: d'une part partis de tendance aussi différentes que le Parti du peuple panaméen, communiste, et le Parti libéral, de centre-droite. Cette coalition, constituée le 5 janvier dernier, soutient le projet du gouvernement actuel, de tendance nationaliste et défendant face aux Etats-Unis la souveraineté panaméenne sur la frange du canal.

D'autre part, les quatre principaux partis d'opposition, de droite, menés par le Parti panaméen authentique et

regroupés dans l'Alliance démocratique d'opposition (ADO), ont annoncé le 2 janvier leur volonté de présenter aux élections une liste unique. Les Panaméens devront y choisir le président de la République, deux vice-présidents, 67 députés législatifs, 505 maires et 65 responsables de district. Cette alliance d'opposition prône une franche réconciliation avec les Etats-Unis, et son principal mot d'ordre est la démission du général Noriega de la Direction des forces de défense de Panama, car elle voit en lui le symbole du projet anti-étatsunien au sein du gouvernement.

Aucun des deux blocs n'a encore désigné ses candidats, mais, déjà, des noms sont mentionnés. Pour la coalition de libération nationale, les seules hypothèses vraisemblables sont la candidature de Noriega, qui accentuerait les contradictions sociales dans le pays, ou le vote de confiance à l'actuel ministre chargé de la présidence, Manuel Solís Palma, en le confirmant dans sa fonction pour cinq ans de plus.

Mais les choses ne sont pas si simples ni si automatiques. Le Parti révolutionnaire démocratique, (PRD), social-démocrate, qui est la principale force de l'alliance et dans lequel se retrouvent les grands noms de l'administration, est lui-même un véritable "panier de crabes". De plus, après vingt ans de pouvoir, les forces armées et leur projet souffrent d'un incontestable affaiblissement.

Sans la présence d'Omar Torrijos comme leader naturel, le "torrijisme" a dérivé vers la phraséologie et l'invocation quasi mystique du nom d'Omar, comme on l'appelle encore affectueusement ici. Mais les fantômes n'ont jamais résolu une crise politique, et Noriega, qui se qualifie lui-même de principal héritier et défenseur des idées de Torrijos, le sait bien. A partir de la mort de ce dernier en juillet 1981, dans des circonstances troublées, le pays a vécu un terrible manque de leader, que n'a pu combler Arnulfo Arias, le leader octogénaire de la droite, autre personnage vraiment charismatique auprès du peuple, mort de vieillesse en août de l'année dernière. Non seulement Noriega n'a pas la personnalité et la présence de Torrijos, mais, de plus, en cette période difficile, son discours ne rencontre pas un consensus national tel que l'avait réalisé Torrijos. Celui-ci, en politicien judicieux, avait prévu les difficultés liées à l'usure des personnalités et des institutions après un long exercice du pouvoir. En 1978, à l'apogée de sa renommée et de son pouvoir, il avait annoncé à la surprise générale ce qu'il appela "le repli des militaires dans leurs casernes et le retour de l'armée à des préoccupations d'ordre interne".

Puis il avait passé le pouvoir aux civils, se réservant le dernier mot en matière de stratégie, mais tendant à apparaître le moins possible en public.

Personne aujourd'hui ne veut se souvenir de cela, tout au moins dans les rangs du gouvernement. Sans être dit explicitement dans les rangs du gouvernement, il semble

que la stratégie véritable face à l'opposition passe d'une manière ou d'une autre par Noriega. Il représente une garantie de l'influence de l'armée dans le futur gouvernement, rôle majeur auquel les militaires, et surtout leur aile nationaliste, ne veulent pas renoncer.

Beaucoup de divisions également du côté de l'Alliance démocratique: pas moins d'une dizaine de noms, dans les différents partis de l'alliance, ont surgi publiquement et tentent d'être en bonne place pour les trois postes les plus importants de la nation. Sans grande différence politique de fond, le désir de pouvoir est fort. Le temps joue contre toutes ces formations: le 7 février, selon la loi électorale, les inscriptions des candidats à la présidence seront closes.

De même, dans l'opposition, aucun homme politique n'est capable de faire figure de représentant des divers courants de l'Alliance démocratique d'opposition, et de capitaliser l'évident mécontentement du peuple face à la grave crise économique, accentuée par l'agression des Etats-Unis, et face à la déroute politique des forces actuellement au pouvoir.

Dans ce contexte confus, l'option la moins dommageable pour les Panaméens semble être la coalition de libération nationale: elle ne garantit pas les progrès économiques et politiques dont le pays aurait besoin pour sortir des difficultés et préparer la gestion du canal en l'an 2000, mais au moins elle assure des positions d'indépendance nationale face aux Etats-Unis, qui tentent de renégocier les accords de 1977 relatifs au canal afin de prolonger leur présence à Panama après l'an 2000.

Les Panaméens se doivent d'analyser, indépendamment de leur préférence personnelle pour tel ou tel, ce que les candidats représentent pour le futur de leur pays. L'avenir du Panama est en jeu, et ceci n'est pas une simple figure rhétorique, ainsi que le prouvent les pressions des Etats-Unis. Bien que l'on n'entrevoit pas de solution définitive aux problèmes majeurs du pays, une décision grave pèse sur la conscience de la nation: une erreur de choix pourrait avoir des conséquences incalculables.

EN BREF :

ASSEMBLEE DES FORCES FONDAMENTALES DE LA REVOLUTION

Managua, janv (ANN) Le 15 janvier, le président Daniel Ortega a reçu un document élaboré par les forces fondamentales de la révolution dans lequel sont détaillées une série de propositions pour améliorer la situation économique du pays.

Les forces fondamentales de la révolution, qui sont les travailleurs de l'industrie et de l'agriculture, les paysans, les petits et moyens éleveurs, les cadres et les professions libérales, les enseignants, les travailleurs de la santé et les journalistes, ont remis au président un document comportant des indications concrètes pour lutter contre l'inflation, rattraper le retard de la production, et corriger les distorsions provoquées par une application erronée des mesures économiques prises par le gouvernement.

De plus, les organisations de travailleurs ont présenté un plan intégral pour déplacer la main d'œuvre urbaine excédente vers l'agriculture et des propositions pour améliorer les cultures vivrières et d'exportation. Tous ces apports serviront à la discussion que le gouvernement et la Direction nationale du FSLN mènent quotidiennement à propos de la situation économique.

De son côté, au cours de cette assemblée qui a réuni environ mille dirigeants de tout le pays, Daniel Ortega a invité une fois de plus l'opposition à soutenir les efforts du Nicaragua pour consolider le modèle d'économie mixte et de pluralisme politique, modèle où tous les secteurs ont leur place.

Il a en outre annoncé une nouvelle réduction d'environ 50 % du budget d'investissement, qui s'élève désormais à 62 milliards de cordobas, soit 31 millions de dollars au change officiel.

LA SOLIDARITE SUISSE SE RENFORCE

Managua, 20 janv. (ANN). Georges Burri, architecte et membre d'un organisme suisse de secours lié au ministère des Relations extérieures, a annoncé le renforcement de l'aide aux sinistrés de l'ouragan *Joan*. Le 19 janvier, les représentants de cet organisme ont signé avec le Nicaragua un accord définissant la première phase de l'aide, destinée surtout à Bluefields qui a le plus souffert du sinistre.

Cet organisme intervient en cas de catastrophes naturelles, dispensant une aide d'urgence, puis de reconstruction et d'appui. Le Nicaragua a ainsi reçu sur place l'aide d'un technicien, divers matériaux de construction et une donation de 125'000 dollars. Maintenant le projet est de reconstruire 25 salles de classe et de les entretenir, dans cinq écoles de Bluefields. Cette première opération, d'un coût de 100'000 dollars, s'achèvera fin février. "Cet argent soutient des projets sérieux, souligne G. Burri, et nous comptons sur la collaboration de la population locale pour adapter l'aide à ses priorités".

Cet organisme suisse est déjà intervenu dans plusieurs pays d'Amérique latine affectés par des catastrophes naturelles : en 1985 au Salvador, en 1986 au Mexique, et en 1987 en Colombie.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

